



**Commune d'Oullins-Pierre-Bénite**  
**Place Roger Salengro**  
**BP 87**  
**69923 - OULLINS-PIERRE-BENITE**

Marché public de Prestations intellectuelles

---

**Maitrise d'œuvre relative à la construction d'une halle sportive à la  
Saulaie**

Concours de projet restreint

En application des articles L2172-1 et R2162-15 à R2162-21 du code de la  
commande publique.

---

## **Règlement de Concours**

**Date limite d'introduction des candidatures :**

**30 mai 2024 à 16h30**

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	OBJET DU CONCOURS.....	3
ARTICLE 2.	ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	4
ARTICLE 3.	PROCÉDURE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 4.	MISSIONS CONFIEES AU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	5
ARTICLE 5.	COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU JURY .....	5
ARTICLE 6.	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONCOURS .....	6
ARTICLE 7.	ENVOI DES PROPOSITIONS DE CANDIDATURES .....	6
ARTICLE 8.	DÉLAI DE VALIDITÉ .....	6
ARTICLE 9.	PRÉSENTATION DES CANDIDATS .....	6
ARTICLE 10.	SOUS-TRAITANCE .....	7
ARTICLE 11.	PRÉSENTATION DES CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATS.....	7
ARTICLE 12.	DÉROULEMENT DU CONCOURS .....	11
ARTICLE 13.	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'OFFRE .....	12
ARTICLE 14.	MODALITÉ DE GESTION DE L'ANONYMAT DES PRESTATIONS .....	13
ARTICLE 15.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 16.	PRIMES.....	13
ARTICLE 17.	ALLOTISSEMENT .....	14
ARTICLE 18.	CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS .....	14
ARTICLE 19.	VARIANTES.....	14
ARTICLE 20.	PERSONNES À CONTACTER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....	14
ARTICLE 21.	VISITE DE SITE .....	15
ARTICLE 22.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	16
ARTICLE 23.	UTILISATION DES RESULTATS.....	15
ARTICLE 24.	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	15

## **ARTICLE 1. OBJET DU CONCOURS**

### **1.1. Objet du concours :**

La présente consultation a pour objet : le choix du maître d'œuvre en charge de la construction d'une halle sportive au sein de la ZAC de la Saulaie à Oullins-Pierre-Bénite.

### **1.2. Description de l'opération**

#### **a) Contexte de l'opération**

La Métropole de Lyon et les villes d'Oullins-Pierre-Bénite et de La Mulatière, portent à la Saulaie un projet d'aménagement qui s'intègre harmonieusement à l'histoire du quartier et de ses habitants, avec pour ambition d'offrir à nos enfants une ville plus agréable et respectueuse de l'environnement. Le quartier de la Saulaie va ainsi profondément évoluer dans les prochaines années grâce à la reconversion, notamment, des anciens terrains SNCF. Ce projet, piloté et mis en œuvre par l'aménageur SERL, permettra à un territoire stratégique d'environ 20 hectares de révéler tout son potentiel.

Le processus de transformation intégrera une partie du quartier existant. Il l'engage dans une nouvelle dynamique urbaine et sociale tout en le reconnectant au centre-ville d'Oullins-Pierre-Bénite, aux quartiers de La Mulatière et au reste de la Métropole. Le patrimoine bâti et culturel sera complété par de nouveaux lieux d'activités, d'habitations, de travail, de services... dans un environnement verdoyant avec des espaces arborés et végétalisés.

Le projet urbain améliorera la qualité de vie des 1 500 habitants du quartier comme des 2 000 nouveaux attendus. Sans compter, qu'à terme, riche de 3 500 salariés supplémentaires, le quartier constituera un nouveau territoire d'accueil pour l'activité tertiaire, commerciale et artisanale.

C'est dans ce contexte que la ville d'Oullins-Pierre-Bénite souhaite construire une halle sportive au sein de ce nouveau quartier.

#### **b) Attentes de la Ville et premiers contours du projet**

Le programme de l'opération concerne la construction d'une halle sportive s'inscrivant dans le nouveau quartier de la Saulaie. Ce bâtiment comportera :

- Un dojo
- Une salle de boxe
- Des vestiaires, douches et sanitaires
- Des espaces communs (bureaux, hall d'entrée, salle de musculation...)
- Un city stade en toiture

**Budget prévisionnel des travaux : 2 400 000 € HT valeur mai 2024**

### **1.3. Définitions des missions confiées au lauréat**

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure au code de la commande publique, et notamment son annexe 20, à savoir :

- ESQ (Esquisse)
- APS (Avant-projet sommaire)
- APD (Avant-projet définitif)
- PRO (Projet)

- DCE (dossier de consultation des entreprises) / EXE Etudes
- ACT (Assistance à la passation des contrats de travaux)
- EXE (Réalisation des études d'exécution) selon les indications du tableau ci-dessous :

	VISA	EXE Réalisation		Etudes de synthèse
	MOE	MOE	Entreprise	MOE
Plans de détail architecturaux		X		X
Infrastructure, fondations et structure	X		X	
CVC - Plomberie	X		X	
Électricité : courants forts et faibles	X		X	
VRD	X		X	

- DET (Direction des travaux)
- AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

#### Missions complémentaires :

- Coordination SSI : Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre intègre les obligations relatives à la Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I.) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, il assure la fonction de coordonnateur SSI.
- Etudes de faisabilité des approvisionnements en énergie des bâtiments nouveaux telles que définies au décret n° 2013-979 du 30 octobre 2013.
- OPC : Ordonnancement Pilotage et Coordination
- Commissionnement des équipements techniques : Elaboration du plan de commissionnement. Vérification, mise en service d'installations techniques et mise au point pendant les 2 années suivant la réception.

#### Durée :

Le marché de maîtrise d'œuvre sera conclu pour une durée démarrant à compter de sa notification par le pouvoir adjudicateur jusqu'à la réalisation complète de l'opération (c'est-à-dire l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement et de fin de commissionnement).

La durée prévisionnelle du marché de maîtrise d'œuvre est de 48 mois à compter de la notification du marché de prestations intellectuelles (date prévisionnelle de notification : 15 octobre 2024).

## ARTICLE 2. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

### Maître d'ouvrage

Commune d'Oullins-Pierre-Bénite  
Place Roger Salengro  
BP 87  
69923 OULLINS-PIERRE-BENITE

## ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est encadré par le Livre IV relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre de la deuxième partie du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 2172-1, R. 2162-15 à R. 2162-21 du code de la commande publique, le présent concours est restreint.

Conformément à l'article R2122-6 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra attribuer le marché au(x) lauréat(s) du concours via une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. En cas de pluralité de lauréats le maître d'ouvrage invitera tous les lauréats aux négociations

Le nombre de candidat admis à concourir est **limité à trois (3)**, sous réserve du nombre de candidats suffisants.

**Nomenclature CPV pertinente :**

71240000-2 : Services d'architecture, d'ingénierie et de planification (Code CPV principal)

#### **ARTICLE 4. MISSIONS CONFIEES AU MAITRE D'ŒUVRE**

**Prestations réservées à une profession particulière :**

Les prestations sont réservées à la profession d'architecte conformément à la loi 77-2 du 03 janvier 1977 sur l'architecture, modifiée. L'équipe devra contenir au moins un architecte ou équivalent pour les candidats non établis en France.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont celles indiquées à l'article 1.3.

#### **ARTICLE 5. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU JURY**

**Composition du jury**

Le jury est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours. Si une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury sera en possession de cette qualification ou une qualification équivalente. Le jury est composé conformément aux articles R2162-22 à R2162-26 du code de la commande publique.

La composition du jury n'est pas connue à ce jour.  
Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres est présente.  
La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

**Fonctionnement du jury**

**Phase candidature**

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions des articles R.2144-1 et suivants du code de la commande publique, au regard des seuls éléments fournis par les candidats. Le pouvoir adjudicateur dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état ; le complément des pièces de candidature n'est pas systématique. Les candidats admis à remettre une offre seront désignés par le pouvoir adjudicateur après avis du jury.

**Phase concours**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2172-1 et suivants du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur enregistrera les prestations demandées et préparera les travaux du jury. Les prestations des candidats seront évaluées par le jury qui en vérifiera la conformité au règlement du concours et au programme et en proposera un classement fondé sur les critères pondérés énoncés à l'article 18 ci-après. L'examen des prestations sera effectué par le jury de manière anonyme.

Le jury formulera ensuite un avis motivé. Après réception de cet avis, le pouvoir adjudicateur, après examen de l'enveloppe qui contient le prix, décidera du ou des lauréats du concours et négociera avec tous les lauréats.

## **ARTICLE 6. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONCOURS**

Les concurrents ou groupements de concurrents admis à concourir à la suite de la sélection opérée en phase candidatures se verront remettre un dossier de concours. Un seul dossier sera délivré par concurrent ou groupement de concurrents.

Le dossier de concours peut faire l'objet de modifications dans un délai de 11 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats peuvent demander des renseignements complémentaires par rapport au dossier du concours dans un délai de 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

## **ARTICLE 7. ENVOI DES PROPOSITIONS DE CANDIDATURES**

Les plis doivent être remis au plus tard le 30 mai 2024 à 16h30. Les plis déposés postérieurement à ces date et heure seront considérés comme étant hors délai.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats répondant par voie dématérialisée devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://grandlyon.marches-publics.info/oullins>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au RGS (référentiel général de sécurité).

## **ARTICLE 8. DELAI DE VALIDITE**

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

## **ARTICLE 9. PRESENTATION DES CANDIDATS**

Le marché sera attribué à une équipe, sous forme de prestataire unique ayant nécessairement la qualité d'architecte ou de groupement conjoint ou solidaire

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et **l'architecte, membre du groupement sera désigné comme mandataire**. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

L'architecte ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

**Les architectes ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou à candidater en qualité de membre de plusieurs groupements. Les autres opérateurs économiques sont autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.**

## **ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

## **ARTICLE 11. PRESENTATION DES CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS**

Les candidatures seront examinées au regard des critères indiqués ci-dessous.

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents énoncés ci-après.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

### 11.1. Compétences de équipes :

Le présent concours s'adresse à des maîtres d'œuvre ayant obligatoirement des expériences et capacités professionnelles dans les domaines suivants :

- Architecture (mandataire) : un architecte (personne physique ou morale) titulaire d'un diplôme, certificat ou titre d'architecte français ou étranger reconnu par l'Etat. Un architecte au moins devra impérativement être inscrit à un tableau régional des architectes comme demandé dans la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (cf. Art 9 et 11 de la Loi) ;
- Ingénierie : un ou plusieurs bureaux d'études techniques ou d'ingénieurs-conseils couvrant à minima les spécialités de structure, énergie / fluides, VRD et développement durable, possédant qualifications, références, et/ou certificats de capacité portant sur des opérations de complexité équivalente ;
- Économie de la construction ;
- OPC : Ordonnancement Pilotage et Coordination ;
- Commissionnement.

Capacités professionnelles minimum exigées : Niveaux minimums de capacité technique exigés :

Architecture	Au moins une référence en construction neuve de type ERP <b>de surface <math>\geq 700 \text{ m}^2</math></b>
Ingénierie	Au moins une référence en construction neuve de type ERP <b>de surface <math>\geq 700 \text{ m}^2</math></b>
Economie de la construction	Au moins une référence dont le cout travaux $\geq 2\,000\,000 \text{ €HT}$
OPC	Au moins une référence dont le cout travaux $\geq 2\,000\,000 \text{ €HT}$
Commissionnement	Au moins une référence de mission commissionnement en bâtiment

### 11.2. Documents à produire :

Chaque candidat ou membre du groupement en cas de candidature groupée produira un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature valant déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés d'interdictions de soumissionner (**DC1 à jour ou forme libre**) ;

Si le candidat n'a pas fourni de DC1 à jour, il devra joindre une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2114-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (**DC2 à jour ou document équivalent**).



- Justificatif obligatoire exigés et à fournir avec la candidature :

Architecte mandataire	Attestation d'inscription à l'ordre des architectes datant de 2024 Attestation de formation obligatoire
Architecte associé	Attestation d'inscription à l'ordre des architectes datant de 2024

- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
  - ✓ **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global** concernant les prestations objet du contrat, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre) ;
  - ✓ **Déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents**
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
  - ✓ **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;**
- Pour chaque compétence exigée à l'article 11.1 du présent règlement de concours, **les candidats doivent fournir au maximum 3 références** livrées ou en cours de livraison au cours des 5 dernières années (des trois dernières années de préférence) : ainsi les références fournies concerneront des bâtiments livrés ou en cours de livraison entre avril 2019 et mars 2024.

Ces références seront dans la mesure du possible de même nature que l'opération objet de la consultation et de complexité équivalente. Toutefois, conformément à l'article R.2142-14 du code de la commande publique, l'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne pourra justifier, à elle seule, l'élimination du candidat.

Le nombre maximal de références fixé s'applique par compétence et non par cotraitant membre de l'équipe (ainsi, à titre d'exemple, un architecte mandataire et son éventuel cabinet d'architecture associé devront présenter 3 références maximum au total sur la compétence architecture et non 3 chacun)

**Les compétences et références sont à reporter obligatoirement dans la grille de présentation fournie par le maître d'ouvrage - format de rendu en pdf et doc ou odt**

Si le candidat présente dans la grille imposée un nombre de références par compétence supérieur au nombre maximal autorisé, seules les 3 premières références seront prises en compte.

Devront pour chaque référence impérativement figurer les renseignements contenus dans la grille, à savoir :

- Dénomination du maître d'œuvre
- Dénomination du maître d'ouvrage
- Libellé de l'opération
- Année de livraison
- Surface neuve
- Coût travaux HT tous corps d'état de l'opération
- Missions exercées dans le cadre de l'opération
- Planche photos pour chaque référence de la compétence architecte

**L'absence de la grille de présentation ou une grille incomplète entraînera l'élimination de la candidature.**

- Illustrations des références : Pour la **compétence architecte**, et en complément des 3 références clairement identifiées les candidats devront remettre **un dossier distinct** correspondant, c'est-à-dire une planche de synthèse au format **A3** par référence, comprenant :
  - Le numéro de la référence mentionnée dans la grille

- Le nom et lieu de l'opération
- Des illustrations graphiques ou photographiques de taille lisible
- Un ou plusieurs extraits de plan significatifs
- Un descriptif sommaire des objectifs poursuivis par le maître d'ouvrage
- Les coordonnées du maître d'ouvrage
- Le montant des travaux réalisé (estimé si l'opération est en cours)
- La date de réception et la durée des travaux
- Les surfaces neuves

Les références livrées avant 2024 sont obligatoirement illustrées par des photos in situ des bâtiments ou aménagements extérieurs livrés. Les photos de maquette, de planches graphiques ou de dessins ne sont pas admises.

En revanche, les références à livrer peuvent être illustrées par des photos de maquette, de planches graphiques ou de dessins.

**Si une référence n'est pas illustrée ou est illustrée non conformément à la demande, la référence ne sera pas admise.**

#### Références non analysées

Les références suivantes **ne seront pas** analysées et par conséquent prises en compte pour l'application des critères de sélection :

- Pour tous, les références incomplètes car ne comportant pas dans la grille fournie par le maître d'ouvrage un quelconque renseignement exigé
- Pour tous, les références en surnombre ou les références autres que celles mentionnées dans la grille fournie par le maître d'ouvrage
- Pour l'architecte mandataire et le/les éventuel(s) cabinets d'architecture associé(s), les références mentionnées dans la grille mais non illustrées ou illustrées de manière non-conforme à la demande
- Pour l'architecte mandataire et le/les éventuel(s) cabinets d'architecture associé(s), les références où l'architecte n'était pas mandataire
- Pour l'architecte mandataire et le/les éventuel(s) cabinets d'architecture associé(s), les références sans mission de conception

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, co-traitants ou autres, ...) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de sous-traitance, devront être remis en plus : un acte spécial de sous-traitance (incluant les attestations sur l'honneur du sous-traitant pour justifier qu'il n'entre dans aucun d'exclusion de la procédure prévus au code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ou le cadre de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement fourni par le pouvoir adjudicateur incluant les attestations sur l'honneur du sous-traitant).

Conformément à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les pièces de la candidature si des documents et renseignements exigés pour la présente consultation ont déjà été fournis dans le cadre d'une précédente procédure à la condition qu'il demeure valable. Dans ce cas les candidats indiqueront sur papier libre dans le cadre de quelle consultation les documents et renseignements ont été fournis.

Par ailleurs, Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements ci-dessus, si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à

disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat doit mentionner dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace, dont l'accès doit être gratuit.

#### **Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :**

Conformément à l'article 49 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le maître d'ouvrage accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

#### **Marche à suivre pour compléter le DUME :**

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le maître d'ouvrage autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article 49 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format pdf ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

### **11.3. Sélection des candidatures**

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Critère 1 : pour la compétence Architecture, qualité architecturale des références
- Critère 2 : pour la compétence Architecture, expérience en opérations de même nature et de complexité équivalente
- Critère 3 : pour les autres compétences, expérience en opérations de même nature et de complexité équivalente

## **ARTICLE 12. DEROULEMENT DU CONCOURS**

#### **Calendrier prévisionnel du concours**

Date limite d'envoi des candidatures : 30 mai 2024 – 16h30

Choix des candidats admis à concourir : 15 Juillet 2024

Date limite d'envoi des offres : début septembre 2024

Choix du lauréat : 15 octobre 2024

Date de début des prestations : début novembre 2024

### **Sélection des candidats admis à concourir**

Seuls les concurrents ou groupements concurrents dont les noms figurent sur la liste arrêtée par le maître d'ouvrage après avis du jury peuvent participer au concours.

### **Nombre de participants au concours**

Seront admis à concourir 3 concurrents ou groupement de concurrents.

Ils seront sélectionnés après avis du jury de concours par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions contenues au sein du présent Règlement de concours. Si le nombre de concurrents satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre indiqué, le maître d'ouvrage pourra poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

### **Niveau de prestation attendu**

Le niveau des prestations demandées est le suivant : esquisse

### **Désignation du lauréat**

Le maître d'ouvrage désigne le ou les lauréat(s) du concours après avoir pris connaissance du procès-verbal du jury et de l'enveloppe comportant l'offre financière des concurrents.

Le maître d'ouvrage, en cas de doute sur le choix du projet à retenir, peut désigner plusieurs lauréats. Dans cette hypothèse il engage la négociation avec le ou les lauréats qu'il désigne. La négociation porte sur les caractéristiques, les conditions d'exécution du marché et la prise en compte par le lauréat des observations éventuelles du jury sur son projet.

## **ARTICLE 13. PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE**

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

La Ville se réserve le droit de modifier cette liste lors de la phase offre.

### **1 Les pièces écrites**

**a) Une note de synthèse (A4 recto) présentant le parti architectural et paysager du projet qui sera lue au jury**

**b) une note environnementale** : Cette note exposera et argumentera les choix effectués pour répondre aux exigences du programme en matière de qualité environnementale du bâtiment et définira les modes d'organisation et d'intervention de l'équipe pour assurer la mise en œuvre et le suivi du projet dans ce domaine.

**c) une note technique** : Cette note comprendra :

- Le parti architectural, urbanistique et fonctionnel proposé,
- La description argumentée des principales options techniques choisies et des matériaux proposés,
- Les propositions en matière d'entretien et de maintenance de l'ouvrage,
- Les propositions en matière de phasage des travaux et de planning prévisionnel.
- Les propositions d'organisation et phasage de la mission commissionnement

**d) un tableau des surfaces utiles et surfaces planchers**

**e) une estimation provisoire du coût des travaux** : L'estimation comprendra une valeur au mois de la remise du projet et une "désactualisation" en valeur mai 2024.

**f) le contrat de maîtrise d'œuvre dans lequel figurera une proposition de forfait de rémunération dans un dossier distinct**

## **2 Les pièces graphiques**

Les pièces graphiques devront s'inscrire dans le cadre de **2 panneaux format A0** (un exemplaire sur support rigide et un exemplaire reproductible). Les candidats devront également produire une réduction format A3 de chaque planche graphique.

Sur les planches devront figurer l'ensemble des éléments permettant d'apprécier le projet architectural à savoir :

- Plan masse 1/500, montrant l'ensemble de l'unité foncière et de ses abords
- Plan de tous les niveaux au 1/200 faisant apparaître les principes de structure, les circulations horizontales et verticales, les espaces affectés aux entités fonctionnelles, leur surface, ainsi que les noms et numéros de locaux définis au programme

Nb : Le plan du rez-de-chaussée au 1/200 intégrera l'ensemble de la zone d'intervention délimitée au programme y compris les espaces extérieurs

- Élévation de l'ensemble des façades au 1/200,
- 1 coupe significative orientée Sud-Nord, au 1/200,
- 1 coupe significative orientée Est-Ouest, au 1/200,
- 1 vue intérieure du dojo
- 1 vue intérieure de la salle de boxe
- 1 vue en perspective depuis le parc attenant ou la rue montrant les aménagements extérieurs et la qualité architecturale de la façade
- 1 partie expression libre de format A4 maximum

Il est précisé que le jury s'interdira d'examiner toute prestation supplémentaire ou dérogatoire spontanément fournie par un concurrent.

## **ARTICLE 14. MODALITE DE GESTION DE L'ANONYMAT DES PRESTATIONS**

Les prestations à produire par les candidats respecteront l'anonymat, que ce soit pour les pièces écrites ou les pièces graphiques. Les modalités de transmission seront définies dans le dossier de consultation fourni aux équipes admises à concourir à l'issue de la phase de sélection des candidatures

## **ARTICLE 15. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 16. PRIMES**

Conformément aux articles R2172-5 à R2172-6 du code de la commande publique une prime sera allouée opérateurs économiques qui ont remis des prestations conformes au règlement du concours.

La remise des prestations se fera sur la base d'un concours sur « esquisse ».

Conformément à l'article R2172-4 du code de la commande publique, les candidats ayant remis des prestations conformes au programme et au règlement du concours recevront sur proposition du jury une prime forfaitaire et non révisable d'un montant maximum de 9 000 euros HT.  
Les candidats établiront une facture unique au nom du mandataire.

**En cas de prestations remises hors délais, de prestations incomplètes ou de prestations non conformes au programme ou au règlement du concours, cette prime pourra, sur proposition du jury être réduite ou supprimée.**

L'indemnité perçue au titre du concours par le candidat à qui sera attribué le marché sera comprise dans la phase Esquisse du marché. Si elle constitue une avance sur les honoraires dus au titre du marché de maîtrise d'œuvre, elle sera déduite de la rémunération dudit marché.

## **ARTICLE 17. ALLOTISSEMENT**

Le maître d'ouvrage décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes :  
Nécessité d'avoir une coordination par le mandataire de l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Nota : L'opération de travaux sera allouée.

## **ARTICLE 18. CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS**

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

<b>N°</b>	<b>Description</b>	<b>Pondération</b>
1	Qualité architecturale, qualité d'aménagement du site et respect du cahier des charges de la ZAC	30
2	Qualité de la réponse au programme fonctionnel, technique et environnemental	25
3	Economie et calendrier du projet	25
	<i>Cohérence de l'estimation travaux et respect à minima du coût objectif du maître d'ouvrage, pertinence du calendrier et des délais proposés</i>	
4	Qualité des éléments constructifs, pérennité des prestations proposées et recherche d'optimisation des coûts de fonctionnement et d'entretien Qualité de la prise en compte de la mission de commissionnement	20
Pondération totale des critères de jugement des projets		100

La sélection du lauréat sera effectuée sur la base des critères énoncés ci-dessus.

## **ARTICLE 19. VARIANTES**

Sans objet.

## **ARTICLE 20. PERSONNES A CONTACTER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse suivante : <https://grandlyon.marches-publics.info/oullins>

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Les questions posées par les candidats feront l'objet d'une information transmise à l'ensemble des candidats qui se sont authentifiés sur le profil d'acheteur ou qui ont fait une demande de dossier auprès du pouvoir adjudicateur. Les candidats qui ne se sont pas authentifiés sont alors invités à vérifier sur le profil d'acheteur qu'aucun additif relatif à des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur suite à des questions posées par les candidats n'a été ajouté au DCE.

Dans tous les cas, les questions se limiteront aux aspects techniques et administratifs du dossier, aucune réponse ne sera faite sur d'autres points.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres

## **ARTICLE 21. VISITE DE SITE**

Le site étant libre d'accès, il n'est pas prévu de visite organisée de ce site.

Néanmoins, une séance de questions / réponses sera organisée et fera l'objet d'un compte rendu diffusé à l'ensemble des candidats.

La date sera fixée dans le règlement du concours phase offre.

Le titulaire ne pourra formuler aucune réclamation concernant les particularités des sites et de l'impact qu'elles peuvent occasionner au bon déroulement des prestations pour les aspects techniques, financiers et délais d'exécution.

## **ARTICLE 22. UTILISATION DES RESULTATS**

Pour le lauréat du concours, l'article 24.1 du CCAG Maitrise d'œuvre 2021 s'applique.

Pour les autres concurrents : Les prestations des autres concurrents, primés ou non, ne peuvent être utilisés en tout ou partie par le maître d'ouvrage sans accord de leurs auteurs.

Seuls les droits de reproduction et de représentation sont cédés au maître d'ouvrage, tant que dure la propriété artistique du projet architectural.

Les autres droits restent réservés à l'auteur.

## **ARTICLE 23. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Il est fait application par le pouvoir adjudicateur, des dispositions du Règlement Européen des Protections des Données Personnelles 2016-679 du 27 avril 2016 entré en vigueur le 25 mai 2018 (RGPD) et notamment des articles 5 et 6.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le candidat communique les données personnelles qui sont nécessaires à l'analyse de conformité de son offre et à l'exécution du contrat auquel il est partie prenante. Ces données sont collectées dans un but réputé légitime et ne peuvent en aucune manière faire l'objet d'un traitement immédiat ou ultérieur non conforme à la finalité ainsi définie.

Le consentement du candidat au traitement de ces données personnelles est réputé acquis au regard de la finalité de la collecte et exclusivement pour celle-ci.

## **ARTICLE 24. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 35 du CCAG des marchés publics de Maitrise d'œuvre.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Lyon  
Tél. : 04 78 14 10 10  
Fax : 04 78 14 10 65  
Email : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Lyon  
Email : greffe.ta-lyon@juradm.



